



SÉMINAIRE TRESMED 3 CÉLÉBRÉ EN LA VILLE DE AMANN, JORDANIE

LE 30 JUIN ET LE 1er JUILLET 2009

CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

INTRODUCTION

Le séminaire a réuni des représentants des Conseils économiques et sociaux d'Espagne, de France, d'Italie et du Liban, le Comité économique et social européen, des partenaires économiques et sociaux d'Égypte, de Jordanie, la Commission de l'Union européenne, la plateforme des ONG européenne, la Fondation européenne pour la formation de Turin, la bibliothèque d'Alexandrie, l'Institut royal Elcano, l'université Antonio de Nebrija, ainsi que des experts qualifiés issus du milieu académique et du monde de la recherche.

Le séminaire avait pour objectif d'identifier les partenaires sociaux et civils, ainsi que d'échanger des expériences et des connaissances liées au dialogue social institutionnalisé dans la région euro-méditerranéenne (Union européenne - Mashreq).

Cette rencontre a permis d'analyser le rôle et la qualification des organisations de la société civile et de la coopération régionale, ainsi que le dialogue interculturel.

Les politiques actives à destination des groupes présentant des risques d'exclusion, des chômeurs de longue durée, des femmes, des jeunes et des personnes âgées et dépendantes ont également été abordées. Des solutions basées sur la mise en oeuvre du bon gouvernement, la transparence et la mise en place d'institutions stables et efficaces, l'éducation et la formation professionnelle, ont également été envisagées.

La stratégie européenne de coordination des politiques économiques, de l'emploi et sociales a été analysée.

Ces thèmes ont été abordés dans le but de connaître les différentes réalités des deux rives de la Méditerranée.

L'un des objectifs du projet TRESMED à renforcer au cours de cette rencontre est la contribution à l'implication et à la qualification des organisations et des partenaires sociaux dans les processus de participation et la construction du dialogue social institutionnalisé.

Financia Organiza



Afin que les CES soient des institutions utiles, les organisations de la société civile doivent recevoir le soutien et les moyens nécessaires, afin de mettre en évidence leur autonomie et leur capacité à élaborer des rapports dans des domaines socio-économiques liés au bien-être des personnes.

Toutes les interventions ont mentionné la crise économique actuelle et ses répercussions négatives sur la région et sur les populations, en termes de chômage et de possible réduction des politiques sociales.

CONCLUSIONS LES PLUS SIGNIFICATIVES :

Les Conseils économiques et sociaux et institutions similaires :

Les CES doivent être des instruments utiles dans la formulation de diagnostics et de propositions aux problèmes économiques, sociaux et professionnels qui touchent les sociétés dont ils font partie.

Au cours d'une période telle que celle que nous connaissons aujourd'hui, caractérisée par une grave crise financière et économique à l'échelle mondiale, avec une multitude d'effets négatifs, en particulier sur l'emploi, les CES, composés de représentants des organisations de la société civile, doivent obtenir l'engagement de faire une réalité de cette participation démocratique, en faisant la promotion d'initiatives qui contribuent à la mise en oeuvre de mesures visant à surmonter cette situation grave, sans perdre de vue l'indispensable dimension sociale des propositions.

La démocratie ne peut pas se résumer à l'exercice du droit de vote tous les quatre ans. Le dialogue social institutionnalisé est un exemple de participation à l'élaboration des avis et des propositions concernant des consultations qui leur sont adressées par les pouvoirs publics, mais il s'agit également d'un exercice de dialogue permanent pour parvenir à des propositions concertées.

Les CES de la région Mashreq, comme dans l'Union européenne, peuvent jouer un rôle très important dans la lutte contre la corruption, l'élaboration de lois à caractère social, la lutte contre les mauvais traitements sociaux et le conseil aux parlementaires nationaux, afin qu'ils établissent des lois dans les domaines pour lesquels des experts sont nécessaires.

L'enjeu pour l'Union pour la Méditerranée est un rapprochement plus prononcé entre les États membres de l'Union européenne et les pays impliqués dans la politique européenne de voisinage.

Le rôle et la qualification des organisations de la société civile et de la coopération régionale.

Le rôle et la qualification des organisations de la société civile est fondamental pour leur fonction de représentation et de conciliation des différents intérêts légitimes de nos sociétés.

Les partenaires économiques et sociaux, ainsi que les organisations de la société civile dans leur ensemble, doivent adhérer à la démocratie participative et se doter, d'eux-mêmes, de la reconnaissance et de la capacité nécessaires afin de pouvoir influencer sur les prises de décision, par les pouvoirs publics, à qui incombent les décisions politiques et de gouvernement.

Il est nécessaire de créer des liens de coopération entre les CES et la société civile organisée des pays du Mashreq, en faveur de la création d'une culture de paix, de progrès et de participation, afin d'augmenter le développement social et économique.

L'échange de bonnes pratiques et d'expériences contribue d'une manière décisive à la connaissance réciproque et au rapprochement des volontés et des cultures, en supprimant les barrières culturelles.

Le dialogue interculturel

Le dialogue interculturel doit servir à tendre des ponts entre nos peuples, sur la base de la reconnaissance réciproque d'identités, de cultures et de religions, tout en conciliant des valeurs universelles avec la diversité des cultures existantes et en adoptant des actions visant à gommer la discrimination entre individus et collectifs pour contribuer à la réduction des inégalités sociales et économiques.

Les politiques actives de l'emploi pour les groupes présentant des risques d'exclusion

L'égalité des droits pour les femmes ne deviendra une réalité que lorsqu'elles auront atteint l'égalité d'accès et de représentation dans la vie politique, sociale et économique.

Un changement dans les écoles, les centres de formation et les universités est nécessaire. Celui-ci doit se concentrer sur l'interculturalité, les changements de paradigmes et la mise en place de critères d'égalité et de qualité de l'offre de formation.

Les politiques publiques doivent être efficaces et effectives afin de créer un emploi de qualité et de répondre aux besoins professionnels des populations les plus fragiles : femmes, jeunes et populations immigrées.

Les politiques publiques doivent promouvoir un système de production compétitif et proposer une offre de formation répondant aux besoins du marché du travail et aux aspirations professionnelles des personnes, à travers des

voies accessibles permettant d'entrer sur le marché du travail et d'y rester, en passant par une formation continue, durant la phase initiale de la vie professionnelle, mais également tout au long de la carrière professionnelle.

Pour cela, il est important de stimuler la soif de savoir des jeunes afin de réduire l'abandon scolaire, jusqu'à son éradication, et d'établir un système éducatif répondant aux besoins du système productif.

L'éducation et la formation professionnelle des personnes constituent le meilleur potentiel de développement des sociétés.

À la recherche de solutions

Une participation plus importante. Une participation à grande échelle devrait exister, car les citoyens ne sont pas seulement les bénéficiaires de l'Union pour la Méditerranée, ils sont également les acteurs du processus euro-méditerranéen. Le succès final de l'initiative de l'UPM dépendra, en dernier lieu, des citoyens, de la société civile et de la participation active du secteur privé.

En ce sens, il est proposé que, lors du prochain sommet Euromed des CES, le CESE consacre une session au rôle des jeunes dans le processus de construction du dialogue social.

Plus d'éducation et plus de connaissances. La formation continue est la pièce maîtresse de la stratégie de formation professionnelle. Elle est un instrument fondamental des politiques actives de l'emploi.

Aujourd'hui, nous devons nous tourner vers les secteurs qui subissent la plus grande instabilité et la vulnérabilité la plus importante, et poursuivre notre action dans les domaines ayant fait preuve de robustesse.

Dans la recherche de solutions, la connaissance se présente comme facteur conditionnant un nouveau développement basé sur de nouvelles formes de compétitivité dans la société durable de la connaissance.

Mise en place de relations de coopération. Au cours de cette rencontre, il a également été proposé d'encourager les relations bilatérales entre les pays (Espagne et Italie) et entre des organisations de différents pays (consommateurs).

Ces actions sont des éléments clés afin de renforcer les liens entre les organisations du nord et du sud de la Méditerranée, dans des domaines communs constituant les défis quotidiens pour affronter le futur immédiat en termes de respect mutuel et de cohésion sociale.

La méthodologie de collaboration entre les CES déjà constitués, en phase de formation et les autres interlocuteurs et partenaires participant au type de dialogue social dont nous avons besoin, devrait entre autre être caractérisée

par l'interaction créative, l'instauration de la confiance mutuelle, de la collaboration et de la création de coalitions transversales d'intérêts.

La participation de la femme. La promotion de la participation de la femme doit être un objectif prioritaire. Il convient de lui donner le pouvoir dans les différentes étapes de la vie, comprenant la promotion de la participation des femmes dans la composition des délégations qui constituent les CES.

La Jordanie a fait un pas très important en matérialisant la présence des femmes dans les règles de création de son CES.

Un nouveau modèle. Un changement de paradigme et de vision est nécessaire. Les CES peuvent jouer un rôle de médiateur dans ce changement, en apportant une transversalité présentée comme indispensable pour aborder efficacement la multiplicité des besoins et des défis de la région.

Les CES montrent aujourd'hui leur capacité à donner de l'espoir dans le cadre du renforcement des contextes réellement adaptés au dialogue social permettant l'émancipation et la prise de pouvoir des partenaires sociaux et des sociétés civiles de la région.

Des ponts pour consolider le dialogue social euro-méditerranéen. Enfin, le séminaire a mis en évidence l'attente positive existant aujourd'hui dans la région du Mashreq et dans les autres pays euro-méditerranéens représentés, en vue d'approfondir l'édification de ponts pour l'amélioration du dialogue social dans la région.

Les participants considèrent que cette rencontre a constitué un point de départ et que la clé pour atteindre les objectifs proposés dans ces conclusions réside dans la capacité à maintenir le dialogue social ayant débuté ici, en cherchant les formules les plus adaptées afin de maintenir une collaboration continue, créative, respectueuse de l'autre et adaptée aux défis et aux tâches exposées.

PROPOSITIONS

Proposer au Comité économique et social européen que le prochain sommet Euromed des CES et institutions similaires (Alexandrie, octobre 2009) consacre une séance de travail aux jeunes et à leur rôle dans la construction du dialogue social d'aujourd'hui et de demain.

Créer un groupe restreint d'experts (piloté par un CES du Mashreq, avec la collaboration d'un CES de l'Union européenne ou du CESE) désignés par les CES et institutions similaires, afin qu'ils préparent un synopsis sur « L'idée de la Méditerranée », de manière à disposer d'un document scientifique sur la connaissance de ce que nous sommes, de ce que nous pouvons devenir, de nos affinités et de notre diversité, de la réalité et des lieux communs.

Encourager les relations bilatérales, multilatérales ou sous couvert de l'Union européenne, afin de dynamiser la collaboration ou l'assistance technique entre

les CES et institutions similaires des deux rives. En ce sens, il serait possible d'obtenir l'appui d'organisations ou de fondations consacrées au soutien des relations entre l'Europe et les pays arabes, avec un contenu scientifique ou de diffusion médiatique des bonnes pratiques.

Désigner un représentant de la région Mashreq afin qu'il intègre le Comité de pilotage du projet TRESMED 3, auquel participent déjà le CES d'Espagne, d'Italie, de France et d'Algérie. Ce représentant permettrait un consensus entre l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban.

Le comité souhaite garder le projet en éveil durant toute sa période d'activité et préparer la conférence finale qui se tiendra à la fin du premier semestre 2010.

Encourager la création d'un réseau de travail qui mettrait les associations de consommateurs en relation. À cet effet, l'instrument élaboré par le projet TRESMED 3, intitulé « le navigateur du dialogue social institutionnel dans la région euro-méditerranéenne » pourrait être pris pour référence. Celui-ci est joint en annexe.

REMERCIEMENT FINAL

Pour finir, le CES d'Espagne souhaite remercier vivement le ministère du travail de Jordanie, pays hôte de ce séminaire, pour son hospitalité, l'aide apportée et sa collaboration active. Il exprime également toute sa gratitude envers les représentants de toutes les organisations et les experts et professionnels pour leur présence, qui a permis cette rencontre dans le cadre du projet TRESMED 3.

Amann, le 1er juillet 2009.